

Henri Boyer, professeur, docteur en sciences du langage,
directeur du laboratoire DIPRALANG,
Université Paul-Valéry Montpellier III (France)

FONCTIONNEMENTS SOCIOLINGUISTIQUES DE LA DENOMINATION TOPONYMIQUE

Cet article expose le processus de la dénomination toponymique selon la distribution fonctionnelle de l'usage de toponymes, à savoir: la nomination de l'espace; la symbolisation dans/par l'espace, qui se divise en promotion patrimoniale et affirmation identitaire; l'identification stéréotypique. L'auteur envisage deux exemples réels de conflit d'ordre toponymique du deuxième type de dénomination, concernant l'affirmation identitaire: de l'opposition contre le toponyme Septimanie en Languedoc-Roussillon (en France) et du conflit toponymique apparu pendant la normalisation du galicien dans la communauté autonome de Galice, en Espagne.

Mots clés: sociolinguistique, toponyme, dénomination

Un toponyme peut être plus qu'un toponyme

Qu'on l'appelle "dénomination toponymique" ou "dénomination choronymique" [Cyr et Nagúg Metallic 1999], l'acte par lequel un nom propre est donné à un lieu – ville, région, pays... – est bien un acte ethnosocioculturel et même bien souvent un "acte politique" [Gendron 2003, 55]. On a parlé de *sociotoponymie* à propos de la démarche qui considère la toponymie "sous un aspect plus synchronique que diachronique", et surtout qui s'intéresse "moins [aux] préoccupations étymologiques qu'[à] l'évolution, la transformation ou l'apparition et la disparition de formes toponymiques" [Guerrin 1999, 210]. C'est cette démarche ouverte à la transdisciplinarité qui inspire les propos développés ici. On cherchera donc dans cette contribution à cerner dans sa dimension sociolinguistique cet acte de dénomination singulier⁹² et à en illustrer une des modalités.

On peut proposer la distribution fonctionnelle suivante de l'usage des toponymes, selon un modèle à trois entrées, avec bivalence au sein de la deuxième entrée:

⁹² Il existe d'autres types de dénominations: patronymique, glossonymique, ethnonymique...

La nomination de l'espace

Il ne fait pas de doute que ce fonctionnement socio-pragmatique du toponyme qui en fait un instrument de *localisation* est au principe même de l'acte toponymique, qui vise à s'"approprier [l'espace]", à "en faire du territoire" [Akin 1999, 9]. Cette localisation concerne tous les lieux, habités ou non: le tènement, le cours d'eau (on parle d'"hydronymie"), le relief (on parle d'"horonymie"), le hameau, la ville et sa voirie (on parle d'"odonymie"), le "(petit) pays", le département, la région, le Pays [Baylon et Fabre 1982]. Qu'il s'agisse de l'hydronyme *Garonne*, de l'odonyme *Las Ramblas* ou du toponyme *Portugal*, il n'est question que de nomination localisante, d'un "choix dénotatif", même s'il convient de ne pas négliger les cas où la nomination "laisse passer un peu d'affectivité collective, lorsque par exemple tel toponyme, échappant aux règles du réseau, vient ponctuellement exprimer une peur et la manière d'exorciser cette peur par l'acte même qui la nomme" [Fabre 1997, 18–19]. Et il faut également prendre en considération un certain nombre de cas pour lesquels le "dénotatif" s'adjoint du "connotatif": une "plus-value toponymique" [Guerrin 1999, 225] due à un investissement représentationnel-ethnosocioculturel [Boyer 2003]. On songe par exemple au toponyme *Marseille* et dans un autre registre à *Poitiers* ou encore à *Oradour*... De même, il existe un certain nombre de cas où le "dénotatif" même fait problème et est l'objet d'une polémique: il en va ainsi, par exemple, du toponyme *Makedonias* [Macédoine], choisi par la jeune République indépendante anciennement membre de la Yougoslavie, et contesté officiellement par l'état grec pour cause, selon lui, d'usurpation toponymique, ou pour des raisons autres de l'odonyme *Avenida del Generalísimo Franco* à Barcelone, durant le franquisme (nommé en catalan par les autochtones antifranquistes *Avinguda Diagonal* ou, sans parti pris sociolinguistique, *la Diagonal*), ou encore du toponyme communautaire *Galicia* contesté par un certain nombre de militants de la langue galicienne au profit de *Galiza*.

En bref, le fonctionnement socio-pragmatique primaire (nomination localisante) au principe de l'acte de dénomination toponymique n'est donc pas toujours observable à l'état pur, si l'on peut dire: le

toponyme est souvent plus qu'un toponyme⁹³. C'est même ce qui invite le sociolinguiste à se mêler de toponymie, sans pour autant prétendre à une compétence d'onomasticien.

La symbolisation dans / par l'espace

Il s'agit de *distinguer* en nommant. Il y a bien entendu une importante teneur identitaire dans ce fonctionnement. On doit distinguer deux sous-types.

La promotion patrimoniale

Il y a alors, comme on l'a dit, superposition de la nomination localisante et d'une emblématisation ou d'une mythification. Il s'agit d'une intervention toponymique qui célèbre un personnage (mort ou vivant), un évènement, un objet, un lieu... notoire et consensuel, du moins pour une partie non négligeable de la communauté concernée. Si l'emblématisation s'en tient à ces deux critères et tend à promouvoir, par exemple, l'image exemplaire d'un artiste populaire (*place Charles Trenet*) ou d'un homme politique (*avenue Charles de Gaulle*), d'un lieu de mémoire (*rue de Verdun*)..., la mythification ajoute à la notoriété et à l'exemplarité la transcendance historique, la sublimation, l'unanimité [Boyer, 2003; Amossy, 1991]: on ne compte plus en France les *rue Jean Moulin* ou les *place de la Révolution*...

L'affirmation identitaire

Dans ce cas, la fonction identitaire prend ostensiblement le pas sur la fonction de localisation : au-delà de la nomination, il s'agit d'un acte de nature nettement *politique* ou plus spécifiquement *glottopolitique*. Il est question de revendiquer l'inscription du toponyme dans une communauté linguistique et/ou culturelle (nationale, régionale). On peut observer ce genre d'intervention (souvent lié à un positionnement régionaliste ou nationaliste) tout particulièrement dans des périodes de normalisation d'une langue jusqu'alors minorée parce que dominée, exclue entièrement ou pour l'essentiel de la communication publique institutionnelle. On songe par exemple à l'Espagne postfranquiste où les langues autres que le castillan ont récupéré, après l'adoption de la Constitution démocratique de 1978 et le vote de statuts d'autonomie par les

⁹³ Voir, à propos de la graphie d'une langue, Patric Sauzet, 1990, "La grafia es mai que la grafia", *Amiras / Repères*, n°21, Edisud.

communautés territoriales concernées, les usages sociolinguistiques confisqués par la langue dominante (et la dictature franquiste): ce fut le cas dans les communautés autonomes de langue catalane (Catalogne, Communauté valencienne, Baléares), le Pays Basque (et une partie de la Navarre) et la Galice. Ainsi en Catalogne le *Paseo de Gracia* (castillan) de Barcelone est (re)devenu *Passeig de Gracia* (catalan) et la ville de *Gerona* a été renommée *Girona*, conformément à la norme toponymique catalane en vigueur dans la communauté autonome. Ce type de fonctionnement, forcément ostentatoire, peut prendre parfois l'allure d'une provocation : il en va ainsi lorsqu'en bordure d'une autoroute catalane, en direction de la France, un panneau indique les distances de quatre villes françaises, avec l'emploi de toponymes français pour trois d'entre elles – Narbonne, Toulouse, Montpellier – et d'un toponyme catalan pour la quatrième ville mentionnée, *Perpinya* [Perpignan], capitale, dans l'interdiscours catalaniste, de la *Catalunya Nord* (le Roussillon)... Quant au Pays basque espagnol, on sait qu'il est redevenu *Euskadi*.

On peut évoquer également la *redénomination* des lieux au Maghreb et particulièrement en Algérie au lendemain de l'indépendance dans le cadre de la politique d'arabisation générale [Kahlouche 1999, 183], à propos de la discrimination dont a été victime jusqu'à une date récente l'identité kabyle: on est même allé jusqu'à attribuer une origine arabe à des toponymes berbères comme pour "la ville de *Maillot*, par exemple, [...] redénommée *M'chedallah*, sens littéral probable "Qui compte sur Dieu", au mépris de la dénomination berbère usitée par les natifs de l'agglomération *imechdalen*, nom pluriel d'une espèce de fourmi rouge, singulier *amechdal*." [Ibid, p. 187] On pourrait encore mentionner la mise en avant du toponyme *Kanaky* par le FLNKS en Nouvelle Calédonie, dans la perspective d'une accession à l'indépendance du territoire [Akin 1999, 48–49; Dalhem 1997]. De fait, les conflits de dénomination liés à des antagonismes identitaires sont loin d'être exceptionnels.

L'identification stéréotypique

Il s'agit, d'une certaine façon, d'un cas d'emblématisation, le plus souvent (mais pas toujours) péjorative, éventuellement stigmatisante. C'est le processus d'antonomase qui prévaut ici (processus valable également pour la mythification, dont il a été question), processus par lequel un toponyme notoire (notoriété souvent due aujourd'hui à

une surexposition médiatique) est instrumentalisé pour nommer un autre lieu qu'on vise à catégoriser (à étiqueter) par un stéréotype : on peut évoquer les cas de toponymes désignant quelques cités "à risques", diabolisées au cours des années quatre-vingts et quatre-vingt-dix (*Les Minguettes* par exemple) [Boyer et Lochard 1998a]. C'est un phénomène qui ne touche pas que des toponymes ayant émergé au fil de l'actualité des dernières années. On songe à des cas anciens et toujours disponibles comme *Chicago*, *Waterloo*... ou (à l'opposé, si l'on peut dire) *Le Pérou*, *Venise*.

Je voudrais dans ce qui suit illustrer, à travers deux cas de conflit d'ordre toponymique, le deuxième type de dénomination dont il vient d'être question et plus particulièrement l'*affirmation identitaire*. Le premier de ces deux cas concerne l'aventure politico-médiatique du toponyme *Septimanie* que Georges Frêche, nouveau président du conseil régional a tenté d'imposer en 2005 à l'opinion publique régionale comme substitut du toponyme en vigueur depuis 1960 (*Languedoc-Roussillon*), et de l'opposition manifestée, via la presse locale, contre ce qui est apparu comme un coup de force par une bonne partie de cette opinion publique. On observera un deuxième cas de conflit à propos d'une communauté autonome de l'état espagnol, en phase de reconquête sociolinguistique (et donc toponymique): la Galice.

"Vie et mort de la Septimanie"⁹⁴

A la suite du changement de majorité à la tête de la région Languedoc-Roussillon en 2004 et de l'élection du maire de Montpellier, Georges Frêche, à la présidence de cette même région, s'est ouverte une période de dénonciation de la présidence précédente, somme toute assez banale. Plus surprenante fut la mise en cause de la dénomination de la région en question, compromis toponymique (consensuel) pour un territoire qui comprend essentiellement le Bas-Languedoc et la Catalogne française, au motif avancé par le nouveau président de région que "le nom de Languedoc-Roussillon [serait] totalement erroné sur le plan historique".

Une campagne publicitaire, jugée dispendieuse par ses détracteurs, a visé, durant l'été 2005, à diffuser massivement le toponyme

⁹⁴ Titre en page Eurorégion du quotidien *L'Indépendant* du 1er janvier 2006.

présidentiel *Septimanie*. Cette volonté de redénomination⁹⁵ et la campagne publicitaire autour de produits régionaux visant à imposer le label septimanien ont suscité de nombreuses réactions, pour la plupart d'opposition. Le quotidien régional *Midi Libre* (qui occupe sur le territoire languedocien concerné une position de quasi monopole), en septembre 2005, s'est saisi de la polémique, au travers d'une enquête et d'un appel à témoignages auprès de ses lecteurs (témoignages dont certains ont été publiés durant une semaine sur une page spécifique du journal). Il en est allé de même, avec semble-t-il encore plus d'acuité, pour le quotidien de Perpignan et du Roussillon *L'Indépendant* (appartenant au même groupe de presse). Ces initiatives, qui ont représenté incontestablement un succès médiatique et au total un gain de légitimation facilement acquis pour les deux organes de presse impliqués, ont mis en évidence un rejet très largement majoritaire de la redénomination toponymique. Georges Frêche s'est finalement incliné.

Bien que le toponyme *Septimanie* ait été avancé par le nouveau président du conseil régional tout de suite après son élection, c'est au printemps 2005 qu'est lancée publiquement par Georges Frêche la campagne visant à diffuser une nouvelle labellisation: *Septimanie*, destinée à promouvoir les produits de la région (fruits et légumes, coquillages, fromages...). Certains observateurs ont considéré qu'il ne s'agissait là que d'une nouvelle "griffe", sans plus. Mais bien vite les intentions réelles du président se sont manifestées plus clairement et d'aucuns se sont inquiétés de la marginalisation, dans la nouvelle communication de la région, du toponyme officiel *Languedoc-Roussillon*, maintenu cependant puisque étant le seul légal. Du reste, la livraison de mai 2005 (n° 8) du nouveau mensuel du conseil régional, ayant précisément pour titre *Septimanie*, annonce en couverture un dossier consacré à la "Naissance d'une marque" – "Septimanie. La griffe du soleil" –, dossier développé en pages intérieures (p. 6–8), qui présente le toponyme en question comme une "marque ombrelle" (associée au nouveau logotype de la région, où ne figurent désormais ni la croix occitane ni les couleurs du drapeau catalan, mais un assemblage stylisé de sept soleils). Le

⁹⁵ Assez curieuse, car le choix du toponyme officiel des collectivités régionales est légalement du ressort du pouvoir central et non du pouvoir régional.

dossier célèbre le "volontarisme [...] de la région" et annonce une campagne de communication estivale pour "la promotion des filières engagées par les conventions de partenariat signées avec la région [...], fédérant des familles de produits sous la marque collective Septimanie. Ce sera le cas avec les jardins de Septimanie, les vergers de Septimanie, les ruchers de Septimanie..." (*Septimanie* n° 8, p. 7). La campagne de promotion annoncée aura bien lieu durant l'été 2005 et son coût très élevé ne sera pas un argument négligeable dans les réactions hostiles aux visées de Georges Frêche. Car commencent à s'élever, en particulier du côté de Perpignan et du Roussillon (la composante catalane de la région), de nombreuses voix dénonçant comme un coup de force (d'aucuns n'hésiteront pas à qualifier Georges Frêche de "dictateur") la volonté de redénomination de la collectivité territoriale. *L'Indépendant*, qui relaie cette contestation, reçoit un abondant courrier. Plusieurs pages intitulées "Septimanie: des réactions en cascade" y sont consacrées⁹⁶.

Compte tenu de la nature bi-identitaire de la région (quatre départements appartiennent à l'espace culturel occitan: l'Aude, le Gard, L'Hérault et la Lozère; un cinquième, les Pyrénées-Orientales, est constitué pour l'essentiel de la Catalogne française, revendiquée par les nationalistes catalans des deux côtés des Pyrénées comme composante à part entière des "Països Catalans"), il est évident que "le nom "Languedoc-Roussillon" est le fruit d'un compromis" (Bernard Rieu, *L'Indépendant*, 27 juillet 2005, p. 20), acquis officiellement en juin 1960. Comme le rappelle Rieu, "la spécificité des Pyrénées-Orientales a [été] reconnue afin de rallier les Catalans, dont beaucoup étaient réticents. "Roussillon" a été accolé à "Languedoc" pour désigner la nouvelle région" (*ibid*). Il est donc indéniable que la mobilisation contre le toponyme *Septimanie* a été particulièrement importante en Roussillon⁹⁷. Comme le résume le journaliste de *L'Indépendant* qui a suivi au sein de la rédaction cette polémique publique, "depuis que le mot "Septimanie" s'insinue doucement mais sûrement dans les brochures régionales ou dans les

⁹⁶ Je remercie Christian Di Scipio, journaliste à *L'Indépendant*, pour les informations qu'il m'a communiquées.

⁹⁷ D'aucuns ont observé le silence, jugé suspect, du mouvement occitan durant la polémique.

publicités émanant de la région, ce ne sont que protestations véhémentes. Il suffit de consulter les centaines de lettres qui alimentent depuis des mois le courrier des lecteurs de *L'Indépendant* pour mesurer à quel point ce glissement sémantique est rejeté par les populations du département des Pyrénées-Orientales" (*L'Indépendant*, 7 août 2005). Un maire du département, Christian Blanc, a été à la pointe de la contestation anti-Septimanie avec une affiche publicitaire humoristique prônant la vaccination contre la "septimaniolo", cause de coliques... De même, les autonomistes du parti "*Bloc Catala*" ont utilisé, sur un mode tout aussi humoristique, l'animal emblématique des Catalans, l'âne, sous la figure vengeresse du "burro masqué" (l'âne masqué).

Une manifestation importante (plusieurs milliers de personnes) à Perpignan le 8 octobre 2005 a été le point d'orgue de cette fronde catalane, manifestation dans laquelle se sont certes investis les opposants politiques à Georges Frêche et à la majorité de gauche du conseil régional, mais qui a rassemblé également une foule d'opposants "identitaires" à la redénomination. Cette manifestation a pourtant eu lieu alors qu'elle pouvait paraître sans objet, le président de la région ayant déclaré plusieurs jours auparavant au quotidien *Midi Libre* (du 21 septembre 2005) qu'il renonçait à changer le nom de la région.

Cette volonté de Georges Frêche de renommer la région (que nombre de ses détracteurs n'hésitèrent pas à mettre sur le compte d'une mégalomanie notoire) n'avait pas manqué de s'appuyer sur un argumentaire en bonne et due forme, à teneur à la fois historique et économique, basé sur un savoir-faire communicatif éprouvé. Dans l'une des interventions scripturales qui font partie de la campagne de légitimation du nouveau toponyme, un dépliant de quatorze pages intitulé "La Septimanie. Un nom, une histoire, un projet"⁹⁸, dans lequel il est bien évidemment fait référence à l'histoire ("Septimanie: d'où vient ce nom?"), on apprend que l'appellation promue remonte... au 5^e siècle et que l'objectif est de "Renouer avec notre histoire". Le texte qui coiffe l'ensemble du discours tenu dans ce dépliant, signé par le "président de la région Languedoc-Roussillon/Septimanie" (titre: "Septimanie: une identité pour réussir"), fortement dialogique et polémique, condamne sans appel le

⁹⁸ Voir en annexe un extrait de ce document: l'intervention signée de Georges Frêche.

toponyme en usage: "Le nom de Languedoc-Roussillon est totalement erroné sur le plan historique. Le Languedoc, c'est essentiellement la région toulousaine dont la capitale historique est Toulouse. Quant au Roussillon, les Catalans utilisent peu ce nom car il ne concerne que la plaine." En sus du critère de légitimation géohistorique – discutable: le "Bas-Languedoc" est bien le "Languedoc" et le "Roussillon" est bien la traduction française d'un toponyme tout ce qu'il y a de plus catalan – est avancé un critère de notoriété non moins discutable: "Le Languedoc-Roussillon est une dénomination inexacte et très peu connue tant au plan national qu'international." L'argument est en effet sans pertinence s'agissant du plan international, car ce qui vaut pour *Languedoc-Roussillon* vaut sans aucun doute pour *Septimanie*. Et sur le plan hexagonal, le toponyme *Languedoc-Roussillon* est tout autant connu que bien d'autres toponymes de collectivités régionales. Quant à l'argument historico-identitaire, il n'est guère plus convaincant: "Pour parler ensemble sur un même ton, il importait de revenir avant la division entre Occitans et Catalans qui s'est faite aux IX^e et X^e siècles, lors de la dislocation de l'empire carolingien. Le nom de *Septimanie*, cité pour la première fois au V^e siècle, s'est imposé par notre histoire." Une conclusion sans surprise est ainsi posée: "à travers ce nom ["Septimanie"], toute la région et ses habitants, les Septimaniens et Septimaniennes, sont ainsi représentés dans leur identité et leur diversité."

Manifestement, les efforts de communication et d'argumentation n'ont pas été couronnés de succès, mais ils ont produit un abondant interdiscours auquel ne s'attendait sûrement pas Georges Frêche. Même si le président sortait affaibli d'une longue convalescence, il a mis au service de cette entreprise de contre-dénomination sa légendaire faconde. Il n'est pas douteux qu'il a sous-estimé la prégnance identitaire et le pouvoir de mobilisation d'une dénomination toponymique (surtout du côté catalan de la région) pourtant composite, mais désormais bien établie après plus de quatre décennies d'existence.

Le quotidien *Midi Libre*, dans des conditions de moindre opposition (la fibre identitaire étant en Languedoc sûrement moins sensible qu'en Catalogne), a rendu compte des réactions hostiles de l'opinion publique languedocienne à l'entreprise de redénomination, en sollicitant ses lecteurs et en lançant, sur un forum ouvert à cet

effet, une enquête: "Septimanie ou Languedoc-Roussillon?"⁹⁹. Dans une chronique intitulée "Vos voix au chapitre", en date du 24 septembre 2005 (c'est-à-dire après que le président du conseil régional eut annoncé qu'il ne débaptiserait pas la région), le médiateur du journal, Olivier Clerc, dressait le bilan et tirait les enseignements du "dossier Septimanie". En invoquant l'abondant échange entre les lecteurs et leur journal qu'avaient suscité "les velléités d'impérialisme toponymique du président du conseil régional" ("une levée de boucliers"), il mettait en avant "une opinion presque unanime, souvent abrupte: non à l'abandon de l'appellation "Languedoc-Roussillon" pour une improbable "Septimanie"". Pour le rédacteur en chef, cité par le médiateur (qui fait état de diverses évaluations au sein de la rédaction), "le projet de Georges Frêche a visiblement été ressenti comme une *privation d'identité*, une négation de la "langue d'oc"" [c'est moi qui souligne]. Et d'avouer: "On ne pensait pas qu'il existait une telle identité languedocienne." Finalement, et "au-delà du recul du président du conseil régional", l'opération est tout bénéfique pour le quotidien: démonstration d'*empathie* et donc, gain de légitimation médiatique [Lochard et Boyer, 1998b]. Ainsi, même s'il y a le sentiment que notre dossier à épisodes a pu aider l'exécutif régional à "botter en touche" dans une affaire bien mal engagée, il y a surtout la conviction d'un resserrement du lien avec nos lecteurs" (*Midi Libre*, 24 septembre 2005, p. 12). Dans la conférence de presse qu'il avait tenue le 23 septembre, consacrée certes à un autre sujet, mais aussi à sa "reculade" dans l'affaire "Septimanie", Georges Frêche avait déclaré, en commentant "l'enquête "honnête" de *Midi Libre* qui l'[avait] vivement intéressé": "La démonstration est faite

⁹⁹ Site [http : //www.midilibre.com](http://www.midilibre.com). Le texte invitant à participer à l'enquête était ainsi rédigé: "Depuis que Georges Frêche a sorti de son chapeau l'appellation *Septimanie*, avec l'idée de rebaptiser peut-être un jour le Languedoc-Roussillon, une véritable vague de protestation a déferlé sur la région. *Midi Libre*, qui a souvent abordé cette polémique, a voulu faire le tour de la question en publiant une enquête. Tous les aspects seront abordés: l'angle historique, le volet financier, la Catalogne fer de lance de la contestation et enfin les explications de Georges Frêche. Que pensez-vous de *Septimanie* ? Exprimez-vous sur notre forum spécial!"

que les gens ne veulent pas que leur région change de nom. J'abandonne de manière définitive."¹⁰⁰

Le président de la région Languedoc-Roussillon a depuis jeté son dévolu sur le toponyme *Sud* pour la promotion des productions agro-alimentaires de la région ("Sud de/South of France" et "Sud et Saveurs de France"). Séduisant même nombre de militants étonnés par un discours ostensiblement occitaniste, il s'est fait par ailleurs le chantre inspiré de la langue et de la culture occitanes lors d'une grande manifestation festive au coeur de Montpellier ("Total Festum", le 21 octobre 2006) avec pour slogan "Le jour de l'OC est arrivé". Cette stratégie communicative bivalente consiste ainsi à dissocier une identification géo-économique (avec *Sud*) et une identification culturelle et linguistique (avec *Oc*)¹⁰¹.

Le front toponymique d'une "bataille de la langue

En situation de domination d'une communauté sur une autre, ou d'un état sur l'une de ses composantes territoriales (ethnique, régionale ou nationale), on observe que la résistance et bien évidemment la reconquête identitaires se focalisent volontiers sur la dénomination toponymique: les noms de lieux sont alors investis d'une importante dimension symbolique. Ainsi la lutte pour le *toponyme légitime* est un chapitre proprement spectaculaire des résistances et reconquêtes communautaires: installer le toponyme conforme à la langue-culture jusque la minorée devient un enjeu politique de premier ordre, susceptible de mobiliser de nombreux acteurs. Il sera question dans cette dernière partie d'un épisode récent de ce front toponymique de la *bataille de la langue*¹⁰², épisode concernant une communauté autonome d'Espagne, la Galice, où est mise en oeuvre la *normalisation* du galicien ("langue propre", officielle dans la communauté avec le castillan, langue de l'État).

Le cas de la Galice est particulièrement intéressant parce que l'imaginaire communautaire des deux langues en contact y est

¹⁰⁰ Compte rendu de *Midi Libre* du 24 septembre 2005, p. 23 ; c'est moi qui souligne.

¹⁰¹ Par ailleurs, le mensuel de la région a depuis pris le titre de *Vivre en Languedoc-Roussillon*...

¹⁰² Titre de l'ouvrage d'un militant catalaniste: Pius Pujades, 1988, *La batalla de la llengua. Converses amb Francesc Ferrer i Gironés*, Barcelona, Xarxa Cultural.

complexe et pour l'essentiel, clivé. Si une minorité de Galiciens considèrent que leur communauté est une nation, et qu'elle doit en avoir les prérogatives intégrales, en particulier en matière de langue et de culture, une majorité n'adhère pas à cette vision des choses, même si un sentiment identitaire la conduit à se percevoir comme différente de l'ensemble espagnol. Ce clivage en recoupe un autre, qui concerne la langue galicienne: celle-ci est largement victime d'un stéréotypage négatif qui tend à en faire une langue de la ruralité, de la rusticité, du passé et de l'inculture, en même temps qu'un autre stéréotypage tend à en faire une langue patrimoniale dont le passé mérite d'être célébré, et une caractéristique identitaire importante. Ce stéréotypage ambivalent est la manifestation la plus flagrante de l'existence *d'un conflit diglossique* conforté par une prégnante *idéologie diglossique* [Boyer, 2005 et 2007]. Il engendre dans à peu près toutes les strates sociales de la communauté des attitudes bien identifiées dans une telle configuration sociolinguistique comme la stigmatisation de la langue dominée, ici le galicien, et l'autodénigrement de la part de ses usagers. Le castillan, langue de la ville, de la distinction sociale, bien que n'ayant pas une position hégémonique du point de vue démologique [Siguan, 1994 et 1999], est la langue dominante de la communauté. Sa représentation valorisante entrave la promotion du galicien, pourtant inscrite dans les perspectives officielles du statut d'autonomie de la Galice (adopté en 1981) et de la loi de normalisation linguistique votée par le Parlement galicien en 1983 [Alén Garabato et Boyer 1997]. La politique linguistique institutionnelle, précisément à cause d'un volontarisme très modéré de la part du parti espagnol de droite qui a gouverné la Galice durant plus d'une décennie (et bien que le président du gouvernement autonome, M. Fraga, ait su tirer parti d'une pratique personnelle courante de la "langue propre"), évidemment sensible à l'état de l'imaginaire collectif des langues dont il vient d'être question, n'a pas été à la hauteur des attentes des militants de la langue galicienne. Ces derniers ont donc dû s'organiser, depuis la société civile, en contre-pouvoir glottopolitique. C'est ainsi que s'est constitué le fer de lance associatif de la normalisation linguistique en Galice: *A Mesa pola normalización lingüística* (le Collectif pour la normalisation linguistique) dont l'engagement efficace n'a pas peu contribué à quelques avancées indéniables pour la

défense et la promotion de la "langue propre" de la communauté¹⁰³. Un épisode exemplaire de cette action revendicative de *A Mesa pola normalización* mérite d'être présenté. Il convient de préciser auparavant la règle concernant la toponymie galicienne prévue par la Loi de normalisation linguistique de 1983. L'article 10 de cette loi indique en effet que:

1. Les toponymes de Galice auront comme unique forme officielle la forme galicienne.

2. Il revient à la Xunta¹⁰⁴ de Galice de déterminer les noms officiels des municipalités, des territoires, des centres de population, des voies de communication interurbaines et des toponymes de Galice.

3. Ces dénominations sont les seules légales à tous effets et la signalisation devra les respecter. La Xunta de Galice règlera la normalisation de la signalisation publique en respectant dans tous les cas les normes internationales adoptées par l'État¹⁰⁵.

L'épisode en question concerne le toponyme *Arousa*, dont l'orthographe (castillanisée) a été jusqu'à sa normalisation: *Arosa*. Mais, au moins jusqu'en novembre 1996, il faut croire que le nouveau toponyme ne s'était pas imposé comme le seul légitime puisque la firme automobile SEAT, désirant baptiser l'un de ses nouveaux modèles (à l'instar des précédents: *Toledo*, *Ibiza*...) avec un toponyme d'Espagne avait choisi *Arosa*, du nom d'une *Ría* touristique de Galice. Devant la polémique déclenchée par *A Mesa pola normalización*, la direction de SEAT avait annulé la présentation de ce nouveau modèle

¹⁰³ La situation se complique du fait d'un conflit normatif concernant cette même "langue propre" qui sévit depuis l'adoption officielle de normes orthographiques, normes issues de la tendance "différentialiste" des militants de la langue et jugées trop suivistes à l'égard du castillan par les militants de l'autre tendance *galéguiste*, tenants d'une norme "réintégrationniste", basée sur le retour du galicien dans le giron lusophone. Ces deux grandes tendances, dont la deuxième présente une option radicale et une autre modérée [Alén Garabato 2000], se livrent un combat désolant au regard du vrai enjeu sociolinguistique: la conquête de la légitimité sociale du galicien dans de vastes secteurs de la communication sociale comme l'entreprise, le commerce, la justice...

¹⁰⁴ Le gouvernement autonome.

¹⁰⁵ *Lei 31 / 1983, do 15 de xuco, de normalización lingüística*, Parlamento de Galicia (je traduis).

sur le site choisi. Ce qui a engendré une autre polémique opposant les autorités locales, les hôteliers et restaurateurs (qui se sentaient lésés du point de vue des gains escomptés) aux fermes défenseurs du toponyme normalisé. L'argument de SEAT, selon lequel "Arosa sonne mieux dans les autres langues", n'a pas convaincu les opposants, pas plus que le fait qu'un nom donné à un précédent modèle de voiture de la firme (Ibiza: *Esvissa* en catalan) n'ait pas posé de problème. La polémique s'est prolongée durant l'année 1997. Les doléances réitérées de *A Mesa pola normalización* n'ont pas ébranlé outre mesure la position de SEAT, considérée par certains commentateurs comme une "erreur commerciale"¹⁰⁶.

Contrairement au *Movimento Defesa da Lingua* (Mouvement Défense de la langue), la *Mesa pola normalización* n'a pas appelé au boycott de SEAT mais a sollicité la pression des citoyens de Galice face à ce qu'elle a dénoncé comme un "attentat contre notre identité"¹⁰⁷. Trois mille affiches et quarante mille cartes postales ainsi que des annonces dans la presse ont été utilisées comme vecteurs de la protestation, et il était demandé d'appeler la firme automobile par téléphone pour exiger le changement de nom (voir en annexe la reproduction de l'affiche).

Piètre concession: la firme d'origine espagnole décide de permettre aux acheteurs galiciens de choisir entre les deux orthographes du toponyme; tous les concessionnaires de Galice ont eu à cet effet à leur disposition un stock de plaques portant le nom de *Arousa*. On peut certes considérer qu'il s'agit là d'un demi-succès pour la *Mesa pola normalización*, qui s'est permis par ailleurs de fustiger l'équipe de communication de SEAT, qualifiée de "médiocre et peu cohérente". On peut aussi considérer que la polémique a pu servir d'avertissement en direction d'autres entreprises, étrangères comme locales: un secteur considéré comme peu favorable à la normalisation linguistique [Formoso, 2004]. Car l'enjeu de l'action de la *Mesa pola normalización* dépasse bien sûr le cadre des luttes circonscrites à telle ou telle revendication toponymique et s'inscrit

¹⁰⁶ *El Mundo* du 18 décembre 1996. Les campagnes de la *Mesa pola normalización* ont trouvé un écho régulier dans la presse régionale (*La Voz de Galicia*, *Le Correo Gallego*), que j'ai consultée pour la période concernée.

¹⁰⁷ *Atentado contra a nosa identidade*.

dans une visée macrosociolinguistique de normalisation globale de la société galicienne, qui est loin d'être acquise.

Les conflits de dénomination toponymique tels que ceux qui viennent d'être observés, qu'ils soient de nature politique et ethnoculturelle comme celui qui a opposé Georges Frêche à l'opinion publique régionale du Languedoc-Roussillon (surtout celle du Roussillon), ou plus spécifiquement de nature glottopolitique comme ceux concernant la normalisation du galicien, sont en définitive des conflits de légitimité qui révèlent les ressorts identitaires d'une communauté donnée. Dans les cas évoqués, le toponyme est bien un enjeu. Un enjeu pour une micro-région revendiquant une personnalité propre (la Catalogne française), sa latitude à afficher sa différence en refusant une dénomination exogène autoritaire. Un enjeu pour les militants d'une langue minoritaire au niveau de l'état (le galicien), jusqu'alors maltraitée par ce même état: ils témoignent de leur capacité à s'opposer aux actes (parfois illégaux) hostiles à la normalisation institutionnelle par une vigilance et une détermination sans faille.

LITTÉRATURE

1. *Akin Salih*. Pour une typologie des processus redénotatifs. S. Akin éd., Noms et re-noms. La dénomination des personnes, des populations, des langues et des territoires. / Salih Akin. – Rouen, Publications de l'Université de Rouen, 1999.

2. *Alen Garabato Carmen*. Le galicien piégé par l'Histoire? La question de la norme. / Carmen Garabato Alen. – Lengas, n° 47, 2000.

3. *Alen Garabato Carmen*. Les politiques linguistiques de deux communautés "historiques" d'Espagne: la Catalogne et la Galice. Mots. Leslangages du politique. / Carmen Garabato Alen, Henri Boyer. – n° 52, 1997.

4. *Baylon Chistian*. Les noms de lieux et de personnes. / Chistian Baylon, Paul Fabre. – Paris, Nathan, 1982.

5. *Bouvier Jean-Claude*. La toponymie urbaine. Significations et enjeux. / Jean-Claude Bouvier, Jean-Marie. Guillon. – Paris, L'Harmattan, 2001.

6. *Boyer Henri*. De l'autre côté du discours. Recherches sur le fonctionnement des représentations communautaires. / Henri Boyer. – Paris, L'Harmattan, 2003.

7. *Boyer Henri*. Représentations linguistiques et idéologisation des conflits diglossiques. L. Jagueneau éd., Images et dynamique de la langue. / Henri Boyer. – Paris, L'Harmattan, 2005.

8. *Boyer Henri*. Le stéréotypage ambivalent comme indicateur de conflit diglossique. H. Boyer éd., Stéréotypage, stéréotypes. Fonctionnements ordinaires et mises en scène. / Henri Boyer. – Paris, L'Harmattan, 2007.

9. *Boyer Henri, Lagarde Christian*. L'Espagne et ses langues. / Henri Boyer, Christian Lagarde. – Paris, L'Harmattan, 2002.

10. *Boyer Henri* Scènes de télévision en banlieues (1950–1994). / Henri Boyer, Guy Lochar. – Paris, INA-L'Harmattan, 1998.

11. *Boyer Henri, Lochar Guy*. La communication médiatique. / Henri Boyer, Guy Lochar. – Paris, Le Seuil, 1998.

12. *Cyr Danielle E., Nagugwes Metallic Emmanuel*. Fantômes choronymiques de la dépossession. S. Akin éd., Noms et re-noms..., op. cit., / Danielle E. Cyr, Emmanuel Metallic Nagugwes. – 1999.

13. *Dahlem Jacqueline*. Des historiens a la recherche d'un consensus. Mots. Les langages du politique, n° 536. / Jacqueline Dahlem. – 1997.

14. *Darot Mireille*. Calédonie, Kanaky ou Caillou? Implicites identitaires dans la désignation de la Nouvelle-Calédonie. Mots. Les langages du politique, n° 53. / Mireille Darot. – 1997.

15. *Fabre Paul*. Ce que la toponymie peut apporter a la... toponymie. / Paul Fabre. – Le Monde alpin et rhodanien, 2e-4e trimestres, 1997.

16. *Formoso Gosende Valentina*. A lingua galega no ámbito empresarial. Usos et representacións sociolingüísticas, Tese de doutoramento. / Valentina Gosende Formoso. – Universidade de Santiago de Compostela, Departamento de Filoloxia galega, 2005.

17. *Gendron Stéphane*. L'origine des noms de lieux en France. / Stéphane Gendron. – Paris, Errance, 2003.

18. *Guerrin Christian*. Les processus redénominatifs dans les noms de communes françaises depuis 1943. Étude socio-toponymique de la variation dans la nomenclature administrative. S. Akin éd., Noms et re-noms..., op. cit., / Christian Guerrin. – 1999.

19. *Kahlouche Rabah*. La dénomination / redénomination. Un lieu de conflit identitaire. S. Akin éd., Noms et re-noms..., op. cit. / Rabah Kahlouche. – 1999.

20. *Siguan Miquel*. Opiniones y actitudes. Conocimiento y uso de las lenguas en España, Madrid, Centro de investigaciones sociológicas / Miquel Siguan. – 1994.

21. *Siguan Miquel*. Opiniones y actitudes. Conocimiento y uso de las lenguas. / Miquel Siguan. – Madrid, Centro de investigaciones sociológicas, 1999.

Стаття надійшла до редакції 27.11.13

Henri Boyer, professor, PhD in linguistics,
director of laboratory DIPRALANG,
Paul Valéry University (Montpellier III) (France)

Sociolinguistic functions of toponymic denomination

This article considers the process of toponymic denomination according to functional subdivision of toponyms' use: nomination of space; symbolization in/with space, that is subdivided into promotion of heritage and consolidation of identity. The author examines two real examples of the identity consolidation toponymic denomination conflict: a confrontation against the toponym Septimanie in a French region of Languedoc-Roussillon and the toponymic conflict, which appeared during the standardization of Galician language in a Spanish autonomous community Galicia.

Key words: sociolinguistics, placename, nomination.

Анрі Буайє, д-р лінгв. наук проф.,
руководитель лаборатории DIPRALANG,
Университет им. Поля Валери (Монпелье III) (Франция)

Функции топонимической деноминации в социолингвистике

В данной статье рассматривается процесс топонимической деноминации, согласно функциональному разделению употребления топонимов на такие типы: номинация части пространства; символизация пространства/ом, которая подразделяется на продвижение наследия и утверждение самобытности; стереотипная идентификация. Автор представляет два реальных примера топонимического конфликта, связанного со вторым типом деноминации, а именно утверждением самобытности: протест против топонима Септимания во французском регионе Лангедок-Руссильон и топонимический конфликт, разгоревшийся в процессе стандартизации галисийского языка в испанской автономной общине Галисия.

Ключевые слова: социолингвистика, топоним, номинация

Анрі Буайє, д-р лінгв. наук, проф.,
керівник Лабораторії DIPRALANG,
Університет ім. Поля Валері (Монпелье III) (Франція)

Функционирование топонимической деноминации у социолингвистики

Ця стаття розглядає процес топонимічної деномінації відповідно до функціонального поділу вжитку топонімів на такі типи: номінація частини простору; символізація простору/ом, яка ділиться на просування спадщини та ствердження самобутності; стереотипна ідентифікація. Автор розглядає два реальних приклади топонимічного конфлікту, пов'язаного з другим типом деномінації, а саме зі ствердженням самобутності: протест проти топоніма Септиманія у регіоні Франції Лангедок-Руссільон і топонимічний конфлікт, який виник у процесі стандартизації галісійської мови в іспанській автономній спільноті Галісія.

Ключові слова: соціолінгвістика, топонім, номінація.

Анрі Буайє, д-р лінгв. наук, проф.,
керівник Лабораторії DIPRALANG
Університет ім. Поля Валері (Монпелье III), (Франція)

Переклад виконала **К. Хайсарова**, студ.
Київський національний університет імені Тараса Шевченка (Україна)

ФУНКЦИОНОВАНИЕ ТОПОНИМИЧЕСКОЙ ДЕНОМИНАЦИИ У СОЦИОЛИНГВИСТИКИ

Ця стаття розглядає процес топонимічної деномінації відповідно до функціонального поділу вжитку топонімів на такі типи: номінація частини простору; символізація простору/ом, яка ділиться на

просування спадщини та ствердження самобутності; стереотипна ідентифікація. Автор розглядає два реальних приклади топонімичного конфлікту, пов'язаного з другим типом деномінації, а саме зі ствердженням самобутності: протест проти топоніма Септиманія у регіоні Франції Лангедок-Руссільйон і топонімичний конфлікт, який виник у процесі стандартизації галісійської мови в іспанській автономній спільноті Галісія.

Топонім може бути чимось більшим, аніж просто географічною назвою

Те, що ми називаємо "топонімичною деномінацією" або "хоронімичною деномінацією" [Cug et Nagúg Metallic 1999], а саме процес надання певній місцевості (місту, регіону, країні тощо) власної назви, є не тільки етносоціокультурним, але часто й "політичним актом" [Gendron 2003, 55]. Раніше вже йшлося про поняття *соціальної топоніміки* у зв'язку з розповсюдженням ідей, згідно з якими топонімія розглядається "більше з точки зору синхронії, аніж діахронії". Це спонукає також до "розгляду не стільки етимології назв, скільки розвитку, перетворень або появи і зникнення топонімичних форм" [Guerrin 1999, 210]. Саме такий міждисциплінарний підхід ліг в основу цієї статті. У даній розвідці ми намагатимемося висвітлити соціолінгвістичний вимір акту деномінації¹⁰⁸ та проілюструвати одну з його якостей.

Відповідно до їхнього використання, топоніми можна поділити на 3 категорії, друга з яких позначена певною двозначністю.

Номінація частини простору

Немає ніяких сумнівів у тому, що соціопрагматична функція топонімів, яка робить їх інструментом *локалізації*, слугує для "присвоєння назви [частині простору]", "надання їй статусу певної території" в ході топонімичного акту [Akin 1999, 9]. Процес локалізації стосується будь-якої місцевості, як заселеної, так і незаселеної: спільний наділ; річка (йдеться про гідроніми); рельєф (ороніми); селище, місто та шляхи сполучення (одоніми); історична земля, департамент, регіон, держава [Baylon et Fabre 1982]. Якщо мова йде про гідронім

¹⁰⁸ Існують інші типи деномінацій: патронімична, глосонімична, етнонімична тощо.

Гаронна, одонім *Лас Рамблас* або про топонім Португалія, – це стосується лише локалізуючої номінації, так званого "денотативного вибору", навіть якщо існують випадки, коли "номінація є дещо експресивно забавленою, коли, наприклад, топонім, що не піддається загальним правилам, точно зображає і одночасно виганяє страх, шляхом надання йому імені" [Fabre 1997, 18–19]. Слід також враховувати випадки, коли "денотатив" поєднується з "конотативом" для утворення "додаткових топонімічних значень" [Guerrin 1999, 225] за рахунок реперзентативного етносоціокультурного внеску [Boyer 2003]. Згадаймо лише про топоніми *Марсель*, *Пуатьє* або *Орадур*... Зустрічається також невелика кількість випадків, коли "денотатив" викликає певні складнощі та стає об'єктом полеміки, як, наприклад, сталося із назвою *Makedonias* (*Македонія*), яке обрала собі молода незалежна Республіка, колишня частина Югославії, і проти якої офіційно виступила Греція, посилаючись на топонімічну узурпацію, або з одонімом *Avenida del Generalísimo Franco* (*Проспект генералісиму-са Франциско Франко*) у Барселоні, в часи франкізму (корінні жителі Каталонії, антифранкісти, називали вулицю *Avinguda Diagonal* (*Проспект Діагональ*) або, без соціолінгвістичних упереджень, *la Diagonal* (*Діагональ*)), так само деякі поборники галісійської мови в автономній громаді *Galicia* (*Галісія*) виступали проти цієї назви, на користь *Galiza* (*Галіца*).

Загалом первинну соціопрагматичну функцію (номінація частини простору), засновану на принципі топонімічної деномінації, складно знайти в, так би мовити, необробленому вигляді. Топонім, часто виявляється чимось більшим, аніж просто географічною назвою¹⁰⁹. Саме це спонукає соціолінгвістів братися за вивчення топонімів, навіть, якщо вони не дуже розбираються в ономастиці.

Символізація простору/ом

Йдеться про *вирізнення* в процесі присвоєння назви. Особливістю цієї функції є передача важливого ідентифікуючого змісту. Слід розрізнити два підтипи символізації.

¹⁰⁹ Див. графічне зображення письмових знаків, Patric Sauzet, 1990, "La grafia es mai que la grafia" *Amiras / Repères*, n° 21, Edisud.

Просування спадщини

Як вже зазначалося раніше, ми спостерігаємо накладання локалізуючої номінації та символізації або міфологізації. Таким чином виражається роль топонімів, які прославляють видатну особистість (покійну або живу), подію, предмет, місце тощо, загальновідомі та загальновизнані щонайменше доволі великою частиною суспільства, якої вони стосуються. Якщо у випадку з символізацією йдеться про дотримання цих двох критеріїв, до прикладу, просування образу-взірця популярного співака (*площа Шарля Трене**) або політика (*проспект Шарля де Голля**), пам'ятної місцевості (*вулиця Верденської битви**)..., то в процесі міфологізації до слави та зразковості додаються історична трансцендентність, шляхетність та гармонійність [Boyer 2003; Amossy 1991], і у Франції вже немає ліку *вулицям Жана Мулена** або *площам Революції**...

Ствердження самотності

У цьому випадку, функція ідентифікації помітно переважає над функцією локалізації: окрім акту найменування, відбувається відверто *політичний акт* або, якщо точніше, *глоттополітичний*. Необхідно відстоювати право топоніма на існування у мовній та/або культурній (національній, регіональній) спільноті. Такий тип втручання (часто пов'язаний з місцем розташування регіону або національності) особливо часто спостерігається в періоди стандартизації мови, коли, пригнічена іншою мовою, вона повністю або здебільшого виключається із суспільної комунікації. Так відбулось, наприклад, у постфранкістській Іспанії, де всі мови (крім кастильської), соціолінгвістичні звичаї яких були захоплені домінуючою мовою (та франкістською диктатурою), були реабілітовані після прийняття у 1978 році демократичної Конституції та постанови про автономію відповідних їм територіальних спільнот. Це рішення стосувалося автоном-

* Прим. пер.: Шарль Трене – відомий французький співак ХХ століття.

* Шарль де Голль – перший президент П'ятої республіки (1958–1969).

* Верденська битва – найтриваліша й найзапекліша битва Першої Світової війни.

* Жан Мулен – герой французького Руху Опору часів Другої Світової війни.

* Революція – мається на увазі Велика французька революція (1789–1799).

них спільнот з каталонською мовою (Каталонії, Валенсійської громади, Балеарських островів), Басконії (та частини Наварри) і Галісії. Таким чином в каталонській Барселоні *Paseo de Gracia* (кастильською) (знову)став *Passeig de Gracia* (*проспект Грасія*) (каталонською), а місто *Gerona* почали називати *Girona* (*Жирона*), відповідно до топонімічних норм каталанської мови, чинної в даній автономній спільноті. Такий неминуче показний спосіб існування іноді може набувати вигляду провокації: цим пояснюється існування дорожнього знаку на узбіччі каталонської автомагістралі у напрямку Франції, що позначає відстань до чотирьох французьких міст, назви трьох з яких – Нарбона, Тулуза, Монпельє – написані французькою мовою, а для четвертого, так званої столиці *Північної Каталонії* (*Русільйон*) використано каталанський топонім *Perpinyà* [Perpignan] (*Перпіньян*)... Що стосується іспанської *Pays basque* (*Басконії*), то вона повернула собі назву *Euskadi*.

У цьому контексті можна згадати й *перейменування* місць у зоні Магрибу, особливо в Алжирі, яке відбулося одразу ж після здобуття незалежності, в рамках політики загальної арабізації [Kahlouche 1999, 183], відносно дискримінації, жертвою якої ще донедавна була кабільська самобутність: дійшло до того, що берберським топонімам, наприклад, "місту *Maillot* [...] повернули назву *M'chedallah*, приблизне значення "Той, що розраховує на Бога", не дивлячись на її уживаність берберами, уродженцями агломерації *imechdalen* (множина від назви різновиду червоного мурахи, в однині *amechdal*." [там само, с. 187] Слід було б також зазначити топонім Канакі, запропонований *FLNKS* (*КСФНВ**) Нової Каледонії, з метою здобуття незалежності території [Akin 1999, 48–49; Dalhem 1997]. Дійсно, конфлікти у сфері деномінацій, пов'язані з міжетнічними протиріччями, зовсім не рідкість.

Стереотипна ідентифікація

Мається на увазі певний спосіб, тип символізації, який майже завжди накладає негативний відбиток. Тут переважає антономазія (цей прийом так само дійсний для міфологізації, розглянутої вище), процес, під час якого загальновідомий топонім (сьогодні

* КСФНВ – Національний союз за незалежність – Канакський соціалістичний фронт народного визволення

популярність часто досягається шляхом надмедіатизації) використовується для визначення іншого місця, яке хочуть охарактеризувати стереотипно (наліпити ярлик). Можемо згадати випадки, коли топоніми відображають міста "з підвищеним ризиком", що наводили жах у 80–90х рр. (наприклад, *Les Minguettes (Менгети*)*) [Boyer et Lochard, 1998a]. Цей феномен стосується тільки топонімів, які раптово з'явилися у хроніках останніх років. Хоча давні події, пов'язані з назвами *Чикаго*, *Ватерлоо*, (на противагу, якщо можна так сказати) до *Перу* та *Венеції*, все ще не забулися.

Далі, за допомогою двох випадків, хотілося б проілюструвати топонімічний конфлікт на основі другого типу деномінації, а точніше проблеми *ствердження самотності*. Один з цих випадків стосується походження медіа-політичного топоніма *Septimanie (Септиманія)*, який новий президент регіональної ради, Жорж Фреш, намагався нав'язати суспільній думці регіону в 2005 році, як заміник чинному з 1960 року *Languedoc-Roussillon (Лангедок-Руссільйон)*, і проти якого, як заколот, у місцевій пресі було відкрито виявлено негативне ставлення більшості суспільства. Інший випадок представляє конфлікт, що розгорнувся довкола іспанської автономної спільноти, Галісії, у вигляді соціолінгвістичного (а отже і топонімічного) відвоювання.

"Життя та смерть Септиманії"¹¹⁰

Внаслідок зміни складу більшості на чолі Лангедок-Руссільйону та обрання мера Монпельє, Жоржа Фреша, головою цього ж регіону у 2004 році, почався вже доволі звичний період викриття попереднього головування. Незвичним було те, що новий голова поставив під питання назву регіону, топонімічний (консенсусний) компроміс для території, що включає в себе здебільшого Нижній Лангедок та Північну (французьку) Каталонію, мотивуючи це тим, що "історично назва Лангедок-Руссільйон [була б] абсолютно хибною".

* Менгети – житловий квартал міста Венісьє, що у передмісті Ліона, сумно відомий кривавими сутичками поліції з імігрантами з Магрибу.

¹¹⁰ Заголовок на сторінці Єврорегіон щоденної газети *L'Indépendant* від 1 січня 2006 року.

Влітку 2005 року для широкого розповсюдження топоніма *Септиманія* було запущено надто дорогу, на думку противників нового мера, рекламну кампанію. Таке бажання перейменування¹¹¹ та рекламна кампанія довкола регіональних продуктів, спрямована на прищеплення септиманського ярлика, були порізному сприйнятті. Однак здебільшого негативно. Локальна щоденна газета *Midi Libre (Міді Лібр)* (яка майже монополізувала ринок на території Лангедоку) у вересні 2005 року втрутилася в полеміку через опитування. Вона закликала читачів до вираження їхніх поглядів (деякі з цих свідчень публікувалися протягом тижня на спеціальній сторінці газети). Те саме, а можливо навіть з більшим розмахом, відбувалося зі щоденною газетою *L'Indépendant (Л'Індепандан)* (що належить до такого ж типу преси) у Перпіньяні та Руссільйоні. Ініціативи, які, беззаперечно, виявилися успішними медіапроектими та сприяли більшій легітимності цих двох друкованих видань, довели очевидність відмови більшості від перейменування топонімів. Тільки після цього Жорж Фреш скорився.

Не дивлячись на те, що новий голова регіональної ради запропонував топонім *Септиманія* одразу ж після свого обрання, кампанію з розповсюдження нових етикеток, що мали б просувати локальну продукцію (фрукти та овочі, морепродукти, сири тощо) під маркою *Септиманія*, було офіційно розпочато Жоржем Фрешем лише весною 2005 року. Деякі спостерігачі зазначали, що в цьому випадку йшлося тільки про нові "штемпелі", не більше. Однак дуже скоро справжні наміри голови виплили на поверхню, і ці наміри занепокоїли людей спрямованістю на зміну офіційної назви *Лангедок-Руссільйон*, яку все ще підтримували, тому що вона була єдино законною. Зрештою, у 2005 році на обкладинці травневого випуску (№ 8) *Septimanie*, нового щомісячника регіональної ради, містився анонс статті присвяченої "Народженню бренду" – "Септиманія. Влада сонця". Розміщена всередині (с. 6–8) стаття зображувала вищезгаданий топонім, як "марку-парасольку" (за аналогією до нового логотипу

¹¹¹ Доволі цікавий факт, якщо згадати, що право вибору офіційної назви регіону за законом належить центральній, а не регіональній владі.

регіону, де, у стилізованому поєднанні семи сонць, на жаль, не було місця ні окситанському хресту, ні кольорам каталонського прапора). Вона прославляла "регіональний волонтаризм" та проголошувала початок літньої кампанії зі зв'язків з громадськістю для "спонукання людей, пов'язаних з регіоном домовленостями про партнерство [...], до створення союзу груп товарів під загальною назвою Септиманія. Це стосувалося б також садів Септиманії, пасік Септиманії тощо" (*Septimanie*, № 8, с. 7). Анонсована рекламна кампанія відбувалася протягом літа 2005 року, і її завищену собівартість не могли не критикувати недруги Жоржа Фреша. Як результат, багато людей виступили категорично проти перейменування територіальної спільноти, в особливості жителі Перпіньяну та Руссільйону (каталонська частина населення). Це був заколот проти диктатора Жоржа Фреша. Газета *L'Indépendant*, яка сприяла розростанню цього протесту, отримала численні відгуки. Багато сторінок під назвою "Септиманія: невичерпний потік відгуків" присвячені цьому питанню¹¹².

З огляду на двояку натуру регіону (чотири департаментів відносяться до окситанського культурного простору: Од, Гар, Еро та Лозер; у п'ятий, Східні Піренеї, входить здебільшого Північна Каталонія, яку каталанські націоналісти по обидва боки від Піренеїв вважають повноправною складовою частиною "Països Catalans" (Каталанських територій)) стає очевидним той факт, що "назва "Лангедок-Руссільйон" є продуктом компромісу" (Б. Рійо, *L'Indépendant* від 27 липня 2005 року, с. 20), офіційно досягнутого в червні 1960 року. Рійо згадує, що "особливий статус Східних Піренеїв було визнано для того, щоб згуртувати каталонців, більшість з яких цього не хотіла. "Руссільйон" приєднали до "Лангедока", щоб означити новий регіон" (там само). Тож не дивно, що загальний виступ проти топоніма *Септиманія* мав надзвичайно важливе значення для жителів Руссільйона¹¹³. Журналіст газети *L'Indépendant*, який прослідкував цю громадську полеміку, зазначає, що "з того часу як слово "Септиманія" повіль-

¹¹² Висловлюю особисту подяку Крістіану Ді Сціпію, журналісту *L'Indépendant*, за надану мені інформацію.

¹¹³ Деякі з них зберігали мовчання, вважаючи підозрілою позицію провансальців у полеміці.

но, але впевнено входило в регіональні брошури або в рекламу, що створювалася в регіоні, його переслідували палкі протести. Достатньо лише продивитися сотні листів, які збагачували впродовж місяців газетну хроніку, щоб зрозуміти, як сильно жителі департаменту Східних Піренеїв опиралися цьому семантичному зрушенню" (*L'Indépendant* від 7 серпня 2005 року). Мер департаменту, Крістіан Блан, опинився у самому центрі антисептиманістського протистояння, через гумористичний рекламний плакат, який повідомляв про вакцину проти "септиманіюли", причини кольок... Прибічники партії "*Bloc Català*" (*Каталонський Блок*) так само з гумором використали осла, тварину-символ каталонців, зобразивши його у вигляді "месника в масці" (осел в масці).

8 жовтня 2005 року у Перпіньяні відбулася багатотисячна демонстрація, що стала кульмінацією каталонської фронди. Під час цієї події деякі люди поповнили ряди політичних опонентів Жоржа Фреша та ліву більшість регіональної ради, але були також і ті, хто виступив за збереження самобутності і, відповідно, проти зміни назви. Не дивлячись на те, що проведення маніфестації могло здатися безцілним, вже після того, як голова регіону повідомив щоденній газеті *Midi Libre* (від 21 вересня 2005 року) своє рішення відмовитися від перейменування регіону, вона все ж відбулася.

Це бажання Жоржа Фреша щодо надання іншої назви регіонові (яку безліч опонентів одразу ж приписали до явної манії величі) не була позбавлена належно оформлених історичних та економічних аргументів, підкріплених перевіреним вмінням переконувати. В одній із письмових заяв, які склали частину кампанії з узаконення нового топоніма, брошурі на чотирнадцять сторінок під назвою "Септиманія. Назва, історія, проект"¹¹⁴, доволі чітко було проведено паралелі з історією ("Септиманія: звідки походить ця назва?"). Ми дізнаємося, що згадане найменування сягає корінням V століття, і, що цілком кампанії є "Відновлення зв'язків з нашою історією". Текст, який об'єднує сукупність розвідок, викладених у цій брошурі, затверджений "президентом регіону Лангедок-Руссільйон/Септиманія" (із заголовком: "Септиманія: самобутність, якої треба досягти"), надзвичайно полемізує та безапеляційно засуджує топо-

¹¹⁴ Див. у додатках уривок цього документу: заява підписана Жоржем Фрешем.

нім у вжитку: "Назва Лангедок-Руссільйон є абсолютно хибною в історичному плані. Від початку Лангедок – це тулузький регіон, історичною столицею якого є Тулуза. Що стосується Руссільйона, то каталонці рідко послуговуються цим найменуванням, тому що воно стосується лише рівнинної частини регіону." На додачу до геоісторичного узаконення – дискусійного питання, тому що "Нижній Лангедок" – це власне "Лангедок", а "Руссільйон" – це французький переклад топонімів, що є більш-менш каталонськими – виникає не менш дискусійне питання загальновідомості, адже "Лангедок-Руссільйон – це непевна номінація, більше відома в міжнародному плані, ніж в національному." З рештою, цей аргумент недоречний, тому що мова йде про міжнародний рівень, і це важливо як для *Лангедок-Руссільйону*, так і для *Септиманії*. А на національному рівні топонім *Лангедок-Руссільйон* так само відомий, як і назви інших регіональних утворень. Що стосується аргументації історичної автентичності, вона не виглядає більш переконливо: "Для того щоб всі говорили однаково, необхідно було б повернутися у минуле до поділу території між окситанцями та каталонцями, який відбувся в IX–X ст., в часи розпаду Імперії Каролінгів. Слово *Септиманія* вперше згадується в V ст., тож витікає з нашої історії." Виходячи з цього, запропонований висновок виглядає цілком логічним: "завдяки цій назві ["Септиманія"] весь регіон і його жителі, септиманіці та септиманійки, представляються у всій їхній самобутності та різноманітності."

Очевидно, що зусилля, докладені до налагодження зв'язку з народом та до аргументації, були марними, однак, вони породили численні обговорення, на які Жорж Фреш точно не сподівався. Незважаючи на те, що голова регіону був ослаблений після довгого періоду одужання, він скористався своєю легендарною балакучістю, під час розгортання боротьби проти перейменування. Немає сумнівів у тому, що він недооцінив силу ідентичності жителів регіону та об'єднуючу, однак різнорідну, силу топонімічної деномінації (особливо для каталонської частини регіону), ще й досі могутню, після більше ніж чотирьох десятиріч існування.

Щоденна газета *Midi Libre*, в умовах найменшого супротиву (адже особистісна жилка в Лангедоку точно менш вразлива ніж у Каталонії), врахувала всі ворожі відгуки зі сторони лангедок-

ської суспільної думки у справі перейменування, підбадьоривши читачів та запусивши на форумі, створеному з цією метою, опитування: "Септиманія або Лангедок-Руссільйон?"¹¹⁵ У хроніці "Яка ваша думка?" від 24 вересня 2005 року (тобто після того, як голова оголосив, що не збирається давати регіонові нове ім'я), медіатор* газети, Олів'є Клерк, підбив підсумки та зробив висновки стосовно "справи Септиманії". Посилаючись на тісний взаємозв'язок між читачами та газетою, породжений "нерішучими спробами голови регіональної ради встановити топонімічний імперіалізм" ("загальний протест"), медіатор пропагував "майже однотайну, хоча й різку думку, згідно з якою не можна нехтувати назвою "Лангедок-Руссільйон" заради непевної "Септиманії"". Олів'є Клерк процитував головного редактора (слова якого демонструють різні погляди співробітників редакції на проблему): "проект Жоржа Фреша очевидно було прийнято як *позбавлення самобутності*, заперечення "окситанської мови"" [підкреслюю (прим. авт.)]. Треба визнати, що "ніхто не очікував, що жителі Лангедоку так будуть відстоювати свою позицію". Нарешті, "окрім відступу голови регіональної ради", ці події позитивно вплинули і на *Midi Libre*: прояв *емпатії* і, як результат – легітимація ЗМІ [Lochard et Boyer, 1998b]. Отже, навіть якщо "здається нібито наші численні розвідки могли допомогти виконавчій владі регіону уникнути відповідей у доволі сумнівній справі, ми переконані, що вона сприяла зміцненню зв'язків з нашими читачами" (*Midi Libre*, від 24 вересня 2005 р., с. 12). Під час прес-конференції 23 вересня, присвяченої, безумовно, іншій проблемі, але де розглядалася також справа "Септиманії", Жорж Фреш проголосив, коментуючи ""чесне" опиту-

¹¹⁵ Сайт <http://www.midilibre.com>. Заклик до участі в опитуванні виглядав таким чином: "З того часу як Жорж Фреш дістав зі свого чарівного капелюха назву *Септиманія*, з метою перейменування одного дня Лангедок-Руссільйону у регіоні піднялася хвиля протестів. *Midi Libre*, яка часто торкалася цього питання, вирішила докладно вивчити його шляхом створення опитування. Ми розглянемо всі аспекти: історичну сторону, фінансове питання, Каталонію в авангарді протистояння і, звичайно, пояснення Жоржа Фреша. Що ви думаєте стосовно Септиманії? Висловіть свою думку на нашому спеціальному форумі!"

* Медіатор – людина яка займається підтриманням зв'язку видавництва з читачами.

вання проведене *Midi Libre*, яке його дуже зацікавило": "Результати було сфальсифіковано таким чином, щоб продемонструвати небажання людей змінити назву регіону. Я остаточно припиняю діяльність у цьому напрямку."¹¹⁶

З того часу голова регіону обрав топонім *Sud (Південь)* для просування регіональної харчової агропродукції ("Sud de / South of France" (Південь Франції) і "Sud et Saveurs de France" (Південь та присмак Франції)). Йому навіть вдалося ввести в оману багато здивованих поборників відверто проокситанською промовою. Разом з цим він став співаком, котрого, під час масштабного фестивалю в серці Монпельє ("Total Festum", 21 жовтня 2006 року), під гаслом "Прийшов деньОК!", надихнули мова і культура Окситанії. Таким чином наявна амбівалентна стратегія зв'язку з громадськістю полягає також у розрізненні геокономічної ідентифікації (з *Півднем*) і культурної та мовної ідентифікації (з *Ок*)¹¹⁷.

Топонімічна передова у "мовній битві"

В умовах панування однієї громади над іншою, або держави над будь-яким з її територіальних складників (етнічним, регіональним чи національним), ми звертаємо увагу на те, що протистояння й, вочевидь, відвоювання самотності зосереджуються зазвичай в топонімічних деномінаціях, адже географічні назви наділяються важливим символічним значенням. Таким чином, боротьба за *топонім, визнаний законом*, є особливо цікавою частиною протистоянь та реконкіст між громадами: визначення топоніма відповідного досі недооціненній мовній культурі стає політичною ціллю номер один через свою здатність мобілізувати велику кількість учасників. У цій останній частині йтиметься про події, що відбулися нещодавно, на передовій *мовної битви*¹¹⁸. Зокрема, буде розглянуто випадок, який стосується іспанської автономної спільноти Галісії, в якій розпочалася *стандартизація* галісійської мови ("дійсна мова", офіційна мова спільноти поряд із державною кастильською мовою).

¹¹⁶ З протоколу прес-конференції *Midi Libre* від 24 вересня 2005 року, с. 23; виділено автором.

¹¹⁷ З того часу регіональний місячник став називатися *Жити у Лангедок-Руссільйоні...*

¹¹⁸ Назва твору каталонського активіста: Піюс Пюядес, *La batalla de la llengua*, 1988. Converses amb Francesc Ferrer i Gironés, Barcelona, Xarxa Cultural.

Випадок Галісії особливо цікавий через складний та, головне, напівзруйнований уявний контакт між двома мовами у громаді. Якщо меншість галісійців сприймають свою спільноту як єдину націю і вважають, що вони мають на це виключне і повне право, особливо в питаннях мови та культури, то більшість не поділяє цю думку, не дивлячись на те, що почуття ідентичності змушує їх сприймати себе відмінними від решти іспанців. Це роздвоєння поєднується з іншим, котре стосується галісійської мови. Остання часто стає жертвою накладання негативних стереотипів, які перетворюють її на мову селянства, незграбну мову мисливців та неучтва, однак існує й інша тенденція, згідно з якою галісійська мова – мова пращурів, і її минуле заслуговує уваження, а також вона є важливою рисою самобутності. Ця подвійна стереотипність наочно демонструє існування *диглосичного конфлікту*, який підтримує змістовна *диглосична ідеологія* [Boyer 2005 et 2007]. Майже в усіх соціальних верствах населення вона породжує чітко визначені відносини за такою соціолінгвістичною конфігурацією: таврування пригнобленої мови (в нашому випадку, це галісійська мова), самоприниження з боку власних носіїв. Кастильська мова – мова міста і знаті, навіть не займаючи панівної позиції з демолінгвістичної точки зору [Siguan 1994 et 1999], продовжує домінувати в громаді. Її престижність перешкоджає просуванню галісійської мови, яку, тим не менш, було внесено у список офіційних перспектив розвитку, відповідно до статуту Галісійської автономії (прийнятого у 1981 році) та до закону про лінгвістичну стандартизацію, за яку галісійський Парламент проголосував у 1983 році [Alén Garabato et Boyer 1997]. Саме через дуже поміркований волюнтаризм з боку іспанської партії правих, яка заправляла в Галіції більше десятка років (і не важливо, що голова автономного уряду, Мануель Фрага, був у змозі зрозуміти переваги використання у повсякденному житті "дійсної мови"), інституційна лінгвістична політика, вочевидь, дуже чутлива до колективного мовного сприйняття, як тільки-но було зазначено, не справдила очікувань борців за галісійську мову. Тож, останнім довелося переформатуватися з громадянського суспільства у тіньову глоттополітичну владу. Ось як виник передовий суспільний загін з мовної норма-

лізації в Галісії: *A Mesa pola normalización lingüística* (Робоча група з питань мовної стандартизації), ефективність роботи якого дуже сприяла рядові досягнень в області захисту та просування "дійсної мови" громади¹¹⁹. Один показовий епізод таких вимогливих дій *A Mesa pola normalización* заслуговує на увагу. Перш за все, він підходить для визначення правил існування галісійської топонімії, передбачених Законом про стандартизацію мови від 1983 року. Власне, Стаття 10 цього закону визначає таке:

1. Єдиною офіційною формою написання топонімів у Галісії є галісійська форма.

2. Право встановлення офіційних назв для муніципалітетів, територій, центрів народонаселення, міжміських транспортних шляхів та топонімів у Галісії, належить Хунті¹²⁰ Галісії.

3. Тільки ці назви визнаються дійсними в усіх відношеннях. Їх слід дотримуватися і на вказівниках. Хунта Галісії буде регулювати стандартизацію системи дорожніх знаків та сигналів, обов'язково беручи до уваги міжнародні норми, визнані державою¹²¹.

Згаданий випадок стосується топоніма *Arousa* (*Ароуса*), пропис якого (на кастильській манер) залишався *Arosa* аж до стандартизації. Принаймні, до листопада 1996 року, нове ім'я не нав'язували як єдине законне через те, що компанія з виробництва легкових автомобілів SEAT, бажаючи охрестити одну зі своїх нових моделей (на зразок попередніх: Toledo, Ibiza ...) іспанським

¹¹⁹ Ситуація ускладнюється через нормативний конфлікт, відносно цієї ж "дійсної мови", який лютував з дня офіційного прийняття орфографічних норм, які виникли у зв'язку з тяжінням борців за мову до "диференціалізму". Останніх активісти-галегвісти, прихильники "реінтеграції", заснованої на поверненні галісійської мови у португаломовне лоно, вважають наслідувачами кастильської мови. Прикро, що сили цих значних тенденцій, з яких перша представляє помірковані погляди, а друга – радикальні (Alén Garabato 2000), не спрямовані на досягнення справжньої цілі соціолінгвістики: боротьби за соціальну законність галісійської мови у сфері широкої соціальної комунікації, як, наприклад, на виробництві, у комерції, юриспруденції тощо.

¹²⁰ Орган виконавчої влади Автономної області Галісії.

¹²¹ Lei 31 / 1983, do 15 de xuño, de normalización lingüística, Parlamento de Galicia (пер.авт.).

топонімом, обрала слово *Arosa*, назву однієї туристичної річк* Галісії. Після полеміки, розпочатої *A Mesa pola normalización*, керівництво SEAT скасувало презентацію цієї моделі в обраній місцевості. Це породило дискусію між місцевою владою, власниками готелів, рестораторами (які були позбавлені очікуваного прибутку) і фермерами – захисниками стандартизованого топоніма. Аргумент SEAT "слово *Arosa* краще звучить іншими мовами" переконав противників не більше ніж те, що назва попередньої моделі автомобіля цієї марки (Ibiza: *Esvissa* каталонською) не спричинила ніяких проблем. Полеміка тривала весь 1997 рік. Неодноразові скарги *A Mesa pola normalización* не надто вплинули на точку зору "комерційної помилки"¹²², як називали SEAT деякі оглядачі.

На відміну від *Movimento Defensa da Lingua (Пуху на захист мови)*, *Mesa pola normalización* не закликала людей бойкотувати SEAT, але домоглася від жителів Галісії повстати проти того, що вона охрестила "злочином проти нашої самобутності"¹²³. В якості виразників протесту було використано три тисячі плакатів, сорок тисяч листівок разом з оголошеннями в пресі, які спонукали дзвонити в автомобільну компанію і вимагати зміни назви.

Мізерна поступка: іспанська компанія вирішує дозволити галісійським покупцям обрати між двома написаннями топоніма. Таким чином, всі посередники Галісії залишилися з величезною кількістю номерних знаків з написом *Arousa*. Звичайно, успіх *Mesa pola normalización* не можна вважати остаточним, хоча він і дозволив їй познущатися з "недалеких і мало згуртованих" працівників відділу SEAT зі зв'язків з громадськістю. Полеміка може також стати пересторогою для інших закордонних і місцевих підприємств, з тим, що цей регіон вважається несприятливим для мовної стандартизації [Formoso 2004]. Адже, цілі *Mesa*

* Ріа – затока або частина річкової долини біля гирла, затоплена морем. Така форма рельєфу характерна для північно-західного узбережжя Іспанії, Галісії.

¹²²El Mundo від 18 грудня 1996 року. Кампанії *Mesa pola normalización* супроводжувалися постійною реакцією в місцевій пресі (La Voz de Galicia, Le Correo Gallego), яку я консультував протягом певного часу.

¹²³Atentado contra a nosa identidade.

pola normalizaci3n значно виходять за рамки боротьби за збереження того чи іншого топоніму, вони складають частину макро-соціолінгвістичного проекту із загальної стандартизації галісійського суспільства, результати якого важко передбачити.

Конфлікти у справі топонімічної деномінації, подібні до розглянутих вище, є, зрештою, проблемами законності і розкривають силу ідентичності у певній громаді, не дивлячись на те, чи мають вони політичну або етнокультурну природу, як той, який змусив Жоржа Фреша протистояти регіональній суспільній думці у Лангедок-Руссільйоні (особливо у Руссільйоні), чи глотто-політичну природу, як ті, що стосувалися стандартизації галісійської мови. У згаданих випадках топонім – це мета. Це ставка мікрорегіону в боротьбі за повернення власної особистості (французька частина Каталонії), свобода проголосити себе відмінним від інших, відмовившись від авторитарної екзогенної деномінації. Це ціль для тих, хто бореться за мову меншості, з якою досі не рахувалися, на державному рівні (галісійська мова): таким чином з пильністю та непохитною рішучістю вони доводять свою здатність протистояти ворожим (іноді незаконним) діям, в рамках інституційної стандартизації.